

partis politiques islamiques.²⁶ Il existe actuellement quatre grands mouvements politiques : les nationalistes radicaux (notamment le Parti kirghiz libre et le Parti de la renaissance nationale), les démocrates nationaux (le Mouvement démocratique et le Parti de la mère patrie), les modérés (le Parti républicain du peuple, les Socio-Démocrates du Kirghizistan et le Parti agraire) et la gauche (notamment le Parti des communistes du Kirghizistan). L'État a aussi opté pour la modération envers les minorités ethniques, en partie pour éviter une vague d'émigration de travailleurs russes. Rien n'indique véritablement que les mouvements d'opposition soient brimés ni qu'on restreigne leur accès aux médias. On ne peut non plus dire que des manipulations aient eu lieu pendant les élections présidentielles d'octobre 1991, ni au cours du référendum de janvier 1994 sur la présidence d'Akaev, qui a valu à ce dernier 96 p. 100 des voix.

Ainsi qu'on l'explique en détail dans le document connexe, le Kazakhstan suit une optique plus autoritaire. Bien qu'il existe une grande liberté politique, certains mouvements (comme les mouvements ethnonationalistes Alash et Lad) doivent se plier à des contraintes administratives. En outre, les dernières élections parlementaires ont montré que le régime au pouvoir est résolu, quelles que soient ses prétentions démocratiques, à asseoir son autorité, si possible par les voies légales et, au besoin, en violant les lois et la constitution de l'État.

Le Turkménistan et l'Ouzbékistan représentent la tendance non démocratique. Dans le premier, à part le Parti démocratique du Turkménistan, un seul autre mouvement (le Parti paysan, apparemment inactif) a obtenu le statut de parti. Tous les autres se sont heurtés à un refus. Le Groupe d'Helsinki, entre autres, décrit le Turkménistan comme un pays où la vie politique est systématiquement censurée, où toute critique du gouvernement est prohibée, où les opposants voient leur liberté de mouvement limitée et ne peuvent entrer en contact avec des étrangers, etc.

L'Ouzbékistan a pris un chemin encore plus répressif. Les partis autorisés autres que le Parti démocratique populaire au pouvoir (Parti de la mère patrie, Parti des paysans, et Parti communiste des travailleurs de l'Ouzbékistan) sont plus nombreux qu'au Turkménistan mais ils apportent en général un net soutien au PDP et au

²⁶ Le Kirghizistan se distingue aussi comme étant le seul gouvernement de l'Asie centrale à avoir rompu une bonne partie de ses liens avec son passé communiste pendant la période qui a précédé son indépendance. Lors des élections de 1990, les voix communistes se sont partagées entre deux prétendants, lesquels sont ensuite tombés victimes d'une règle de procédure voulant que les candidats obtenant moins de la moitié des voix des parlementaires ne pouvaient se présenter au second tour. C'est ce qui a permis l'élection d'Askar Akaev. Il est à noter que, si le pouvoir exécutif a échappé au Parti, le parlement élu en 1990 continue de siéger jusqu'en 1995. Ces élections ont eu lieu en grande partie sur la base d'une candidature unique, et le gouvernement qui en est ressorti demeure très influencé par les anciens dirigeants communistes.